

<http://lipietz.net/Conference-environnementale-Des-avancees-dans-le-batiment-rien-sur-l-automobile>

# Conférence environnementale : Des avancées dans le bâtiment, rien sur l'automobile

- Vie publique - Articles et débats -

The logo for Newsring, featuring the word "Newsring" in a white, serif font on a dark blue rectangular background.

Publication date: samedi 21 septembre 2013

---

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

---

## Conférence environnementale : Des avancées dans le bâtiment, rien sur l'automobile

21 septembre 2013, 09:56

Interview [accordée à Newsring](#)

**La rédaction de Newsring :** François Hollande a ouvert la deuxième conférence environnementale vendredi 20 septembre à Paris. Un an après l'édition inaugurale, tous les acteurs de l'énergie et l'environnement se retrouvent pour 48 heures de débats. Pour Alain Lipietz, si diminuer la consommation d'énergie de 50% à l'horizon 2050 est un projet très ambitieux, focaliser la transition énergétique sur le bâtiment sans remettre en cause le secteur automobile est un « exemple concret du poids des lobbys dans le débat écologique ».

L'objectif de diminuer la consommation d'énergie de 50% à l'horizon 2050, affiché par le président de la République, François Hollande lors de la Conférence environnementale, est très ambitieux, alors même que la population française va continuer de croître. Néanmoins, il s'agit là d'un vecteur important de créations d'emplois.

Nous considérons que la transition énergétique doit avant tout être réalisée par le biais des économies d'énergie et pas, contrairement à ce qu'on entend ici et là uniquement via le développement des énergies renouvelables.

L'écologie ne consiste pas à construire des éoliennes partout. Il convient avant toute chose de réaliser des économies. Il ne faut jamais oublier que la meilleure source d'énergie demeure celle qu'on ne consomme pas.

Problème, l'effort est pour le moment entièrement porté sur le bâtiment, notamment grâce au taux réduit de TVA sur la rénovation thermique. Le volet de la subvention de la circulation automobile, via l'avantage fiscal accordé au carburant le plus nocif pour la santé, à savoir le diesel, n'a pas été évoqué par le président de la République. C'est donc un demi-échec.

**Le dispositif des lobbys industriel explique très clairement ce silence.**

Le secteur du bâtiment a compris, depuis le passage de Dominique Voynet au ministère de l'Environnement, qu'il avait tout intérêt à ce que les meilleures constructions possibles soient réalisées en termes d'économies d'énergies. Cela augmente le prix au m<sup>2</sup> du logement et favorise l'investissement dans le secteur. A l'inverse, les constructeurs automobiles français ont dérivé complètement vers la diésélisation du parc automobile, contrairement aux autres pays. La subvention du diesel est donc, pour eux, une question primordiale. Voilà ici un exemple concret du poids des lobbys dans le débat écologique.

Le choix fait par les constructeurs est aberrant. En effet, si, en 1997, quand seuls 40% du parc était diésélisé et lorsque la presse avait évoqué pour la première fois le caractère cancérogène du diesel, les constructeurs avaient milité pour des subventions en faveur de la recherche et développement dans des moteurs essences plus économes, nous n'en serions pas là. Le pays serait moins diésélisé, il y aurait moins de morts causés par ce carburant chaque année et les constructeurs français s'en tireraient mieux aujourd'hui. Or, PSA, en particulier, s'est à cette époque spécialisée dans les moteurs diesel, un carburant aujourd'hui mis en cause par l'Organisation mondiale de la santé. Un choix stupide.

François Hollande avait pris des engagements précis dans le cadre du pacte électoral conclu avec Europe Ecologie - Les Verts. Force est de constater que le comportement de l'exécutif est scandaleux à cet égard. On arrive presque à saluer que le taux de TVA sur la rénovation thermique soit à 5%, c'est-à-dire qu'on ne taxe pas davantage les dépenses dans les économies d'énergie.

Par ailleurs, le mécanisme qui consiste à dire aux Français « endettez-vous parce que l'État ne peut plus le faire et nous allons vous subventionner pour que vous vous endettiez pour le bâtiment » a quand même des limites.